



Lutte OUVRIÈRE

Lettre d'information

Chaumont

**Vendredi
4 février
2022**

Pour nous suivre :

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Site internet LO :



**Site de campagne
Nathalie Arthaud :**



Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Tréfousse
52 000 CHAUMONT

tél : 06 64 65 27 44

mail :

sylvaindemay@yahoo.fr

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

n° 42 - imp.spé.LO

Les Ehpad, miroir d'une société malade du profit !

Le scandale Orpea, groupe privé gestionnaire d'Ehpad, illustre comment la recherche du profit gangrène toute la société.

Personnes âgées laissées sans soin, mal nourries, rationnées en protections ; aides-soignants en sous-effectif permanent, en intérim ou en CDD avec des salaires inférieurs à 1 400 € ; surfacturation des produits d'hygiène ou des matériels médicaux payés par l'Assurance maladie et les conseils départementaux, le tout dans des Ehpad privés, où la moindre chambre coûte 6 500 € par mois, donne une idée de la façon dont la société traite les retraités des classes populaires.

Devant l'émotion, le gouvernement a annoncé une enquête et convoqué la direction du groupe. Mais c'est depuis des années que les travailleurs des Ehpad dénoncent la maltraitance imposée aux résidents. Ils ont multiplié les grèves pour exiger des conditions de travail dignes, des embauches et des augmentations de salaires.

Profitant du vieillissement de la population et du nombre très insuffisant des maisons de retraite publiques, les capitaux privés se sont engouffrés dans le secteur des Ehpad, avec le soutien des gouvernements successifs. Orpea, Korian, DomusVi, quelques grands groupes cotés en Bourse, se partagent 20 % du marché. Le secteur est si rentable qu'Orpea a versé à ses actionnaires, dont les familles Peugeot et Mulliez, des dividendes de 12 ou 13 %.

Ces groupes privés ont trouvé le soutien de l'État, le groupe Orpea par exemple, a bénéficié du soutien sans faille de Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, pour obtenir crédits et autorisations d'ouverture.

En 2014, Claude Evin, alors directeur de l'Agence régionale de santé francilienne, avait dénoncé les rétrocommissions pratiquées par le groupe Korian au détriment de l'ARS. Aucun ministre dédié aux personnes âgées, ni sous Hollande, ni sous Macron, n'a bougé le petit doigt.

Les mieux placés pour rendre publiques

les malversations financières et les scandales multiples, dans les Ehpad comme ailleurs, ce sont les travailleurs. Or ceux qui dénoncent magouilles et dysfonctionnements, sont traqués et licenciés. Eh bien, il faut imposer la suppression du secret commercial et des affaires, le contrôle par ceux d'en bas !

Pour s'occuper dignement des anciens, il faut embaucher massivement dans les Ehpad, publics ou privés, comme dans les hôpitaux. Les travailleurs des Ehpad, dont beaucoup sont issus de l'immigration, sont indispensables.

Dans les Ehpad comme ailleurs, il faut imposer des augmentations de salaires de 300, 400, 500 € pour rattraper le pouvoir d'achat perdu. Pas un salaire, pas une pension ne doivent être inférieurs à 2000 € net par mois et face au retour de l'inflation, il faut les indexer sur les prix.

Aucune de ces mesures ne tombera du ciel. Elles devront être imposées par nos mobilisations. C'est le programme de combat que je défends dans cette élection présidentielle.

Nathalie ARTHAUD

**Ouvriers, employés,
soignants, éboueurs...**

**LES TRAVAILLEURS FONT
TOURNER LA SOCIÉTÉ,
ILS DOIVENT
LA DIRIGER !**



**NATHALIE
ARTHAUD**

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

**lutte
ouvrière**

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Gaz, essence, électricité : les prix flambent

LES SALAIRES, LES PENSIONS ET LES ALLOCATIONS DOIVENT SUIVRE !



NATHALIE ARTHAUD

Nathalie ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Lutte ouvrière



Découvrir mes idées et mon programme de luttes

Vidéos

Agenda

Matériel

Presse

Qui suis-je ?

Soutenir financièrement



Vous souhaitez mieux connaître mes idées ? Participer à la campagne ? Laissez vos coordonnées pour être contacté(e) par les militants de votre région.

Prénom *

Pour suivre la campagne de Nathalie Arthaud :

<https://www.nathalie-arthaud.info>

Ses idées et son programme de lutte, l'agenda des prochaines réunions, notre matériel de campagne, brochures, affiches, les enregistrements de ses passages dans les médias...

Au conseil communautaire : désengagement de l'État et cadeau au privé

Un conseil d'agglomération s'est déroulé jeudi 3 février en visioconférence. Je suis intervenu sur deux sujets :

• Aménagement d'un espace France services (pour) :

« Je vote pour, parce que je suis favorable à ce que des démarches administratives puissent être effectuées partout.

Mais les fermetures de classes annoncées tout à l'heure rappellent que la politique des gouvernements passés et présent a été, et est toujours, de faire disparaître les services de proximité : bureaux de poste, trésoreries de proximité, écoles, accès aux soins et bien d'autres. (...)

Je sais qu'il y a ici des élus de petites communes qui le déplorent sincèrement, mais ce n'est pas le cas de ceux qui ont soutenu ou soutiennent encore l'un ou l'autre de ces gouvernements successifs.

Ces fermetures ne sont pas une fatalité mais un choix politique qui vise à réduire tous les services publics utiles à la population afin de consacrer toujours plus d'argent pour subventionner les grandes entreprises et les capitalistes.

Grâce à l'aide publique et à une exploitation accrue des travailleurs, les entreprises du CAC 40 ont réalisé 100 milliards d'euros de profits et versé 66 milliards de dividendes à leurs actionnaires, tout cela en pleine pandémie !

Le « quoi qu'il en coûte » ne coûte qu'aux travailleurs et aux classes populaires. »

• Principe de la délégation de service public pour la restauration scolaire (contre) :

« Je suis opposé au fait de permettre à une entreprise privée de dégager du profit avec ce qui devrait être un service public.

Si un profit est dégagé, il est nécessairement obtenu en exploitant davantage les salariés ou en économisant sur le service rendu, ce qui est une manière d'arnaquer les usagers ou le contribuable. Et le plus souvent, c'est les trois à la fois. (...)

Vous prétendez qu'une délégation de service public transfère un risque à l'entreprise. Votre gestion montre l'inverse. Quand Scolarest, filiale de Compass group, vous l'a demandé, vous avez choisi de compenser les pertes d'exploitation dues au Covid. La commune de Chaumont a fait pareil avec le cinéma. Quels risques prend cette multinationale si les collectivités locales la remboursent quand elle fait des pertes mais lui laissent empocher les bénéfices ?

Vous dites que la délégation de service public

répond mieux aux exigences professionnelles. Mais, jusqu'à preuve du contraire, ce sont les salariés sur le terrain qui ont les compétences professionnelles. Au lieu de servir de pompe à fric, il serait bien plus juste que la collectivité reprenne cette activité à son compte sans recherche de profit.

Dans cette société pourrie qu'est le capitalisme, tout est à prétexte à faire du profit, que ce soient les cantines de nos enfants ou l'hébergement de nos aînés comme le montre le scandale des Ehpad avec Orpéa. »

Sylvain Demay

Les prochains RDV de campagne en soutien à Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle

• samedi 5 février de 11h à 12h :

Présence et vente sur le marché de Chaumont

• samedi 5 février à 15h :

Réunion de campagne des soutiens de Nathalie Arthaud (sur invitation)

• samedi 12 février :

meeting de Nathalie Arthaud à Paris : à suivre en direct sur internet (streaming)

• jeudi 24 et vendredi 25 février :

« caravane » de Lutte ouvrière à Chaumont